

1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques : une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude¹

L'incertitude est de plus en plus grande compte tenu des conflits en cours, des perturbations du transport maritime et de la baisse de la production de pétrole. Dans ce contexte, c'est une reprise inégale qui se dessine, le rythme de la croissance variant d'un pays à l'autre de la région Moyen-Orient et Asie centrale (région MOAC) cette année. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MOAN), les conflits se poursuivent dans plusieurs pays et territoires, rappelant avec force le bilan humain dévastateur et les conséquences économiques à long terme des combats. Certains pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) sont aux prises avec des tensions en matière de financements et une inflation toujours élevée. Certains pays exportateurs de pétrole ont adopté de nouvelles réductions de production de pétrole tout en renforçant leur secteur hors hydrocarbures. Dans le Caucase et l'Asie centrale (région CAC), la croissance demeure vigoureuse, malgré le repli des flux réels et financiers lié à la guerre en Ukraine, et les pays importateurs d'hydrocarbures voient leur économie progresser plus rapidement que les pays exportateurs grâce à une forte demande intérieure. Dans la région MOAC, l'inflation se situe à un niveau proche de sa moyenne historique ou de sa cible dans de nombreux pays et devrait continuer de refluer.

1.1. Contexte mondial : la désinflation se poursuit sur fond de résilience économique

À l'échelle mondiale, l'activité économique a bien résisté au mouvement de désinflation de ces deux dernières années. Malgré un resserrement de la politique monétaire, le dynamisme de la demande et les évolutions positives du côté de l'offre soutiennent la croissance dans plusieurs grandes économies, déjouant les craintes de stagflation et de récession mondiale. Cela étant, la croissance devrait pâtir du tour de vis budgétaire visant à réduire la dette publique alors que l'inflation s'approche de son niveau cible et que les banques centrales commencent à assouplir leur politique.

La croissance mondiale, estimée à 3,2 % en 2023, devrait continuer sur un même rythme en 2024 et 2025, des prévisions supérieures de 0,3 point de pourcentage à celles établies pour 2024 dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Toutefois, la projection de croissance mondiale à moyen terme, qui s'élève à 3 %, est la plus faible depuis des décennies, ce qui s'explique en partie par la persistance de frictions structurelles, lesquelles empêchent le déplacement du capital et du travail vers des entreprises plus productives, et par la fragmentation géoéconomique. En outre, l'assombrissement des perspectives de croissance en Chine et dans d'autres grands pays émergents devrait peser sur l'évolution de leurs partenaires commerciaux.

Les tensions inflationnistes devraient s'atténuer à un rythme régulier. L'inflation globale mondiale devrait refluer à une moyenne de 5,9 % en 2024 et de 4,5 % en 2025, retrouvant son niveau cible, d'abord dans les pays avancés puis dans les pays émergents et les pays en développement. Dans le même temps, la moyenne annuelle du prix du pétrole devrait baisser de 2,5 % en 2024 (pour s'établir à 78,61 dollars le baril) et de 6,2 % en 2025 (pour atteindre 73,68 dollars le baril), tandis que la moyenne annuelle des prix des produits de base hors combustibles devrait rester globalement stable.

¹ Préparé par Steven Dang, Hasan Dudu, Rhea Gupta, Bashar Hlayhel, Thomas Kroen, Colombe Ladreit, Troy Matheson (auteur principal), Borislava Mircheva (autrice principale), Salem Mohamed Nechi, Subi Velkumar et Qirui Zhang.

1.2. Région MOAN et Pakistan : les difficultés s'enchaînent

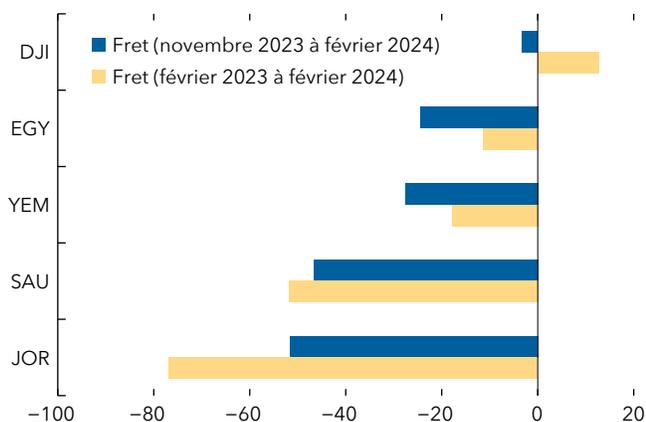
L'activité économique dans la région MOAN et au Pakistan devrait se redresser après avoir enregistré de faibles résultats en 2023. Cependant, la projection de croissance pour 2024 a été révisée à la baisse et s'élève désormais à 2,6 %, étant donné que les conflits², l'orientation restrictive des politiques économiques dans certains pays et la réduction de la production d'hydrocarbures continuent de freiner la croissance. En particulier, le conflit à Gaza et en Israël rend la conjoncture encore plus délicate et les perturbations du transport maritime en mer Rouge accentuent l'incertitude³. À un horizon plus lointain, la croissance devrait s'affermir à mesure que les effets des baisses de production de pétrole et des conflits s'estompent, tout en demeurant inférieure à sa moyenne historique à moyen terme. L'inflation poursuit son recul parallèlement aux tendances mondiales.

Dernières évolutions : la croissance ralentit alors que les défis sont nombreux

Dans les PE&PRI de la région MOAN, le conflit à Gaza et en Israël a des conséquences néfastes sur les pays les plus exposés. Au-delà du lourd tribut en vies humaines, l'activité est à l'arrêt à Gaza. En conséquence, le PIB réel en Cisjordanie et à Gaza a chuté de plus de 6 % en 2023, selon les estimations. Au 15 mars, 1,7 million de personnes avaient été déplacées à Gaza (soit 75 % de la population) (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2024).

Par ailleurs, les risques en matière de sécurité en mer Rouge continuent de faire craindre plus généralement une hausse du coût du transport de marchandises et une contraction du commerce maritime, sachant qu'entre 12 % et 15 % des échanges mondiaux passent par le canal de Suez (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2024). L'économie égyptienne est particulièrement exposée à ces perturbations. En effet, en 2022/23, le pays a tiré quelque 2,2 % de son PIB en recettes annuelles de sa balance des paiements (soit plus de 700 millions de dollars par mois) et 1,2 % de son PIB en recettes budgétaires provenant des droits associés au canal de Suez. Or, entre le début des attaques par drones dans le détroit de Bab el-Mandeb et la fin février, le volume des échanges commerciaux via le canal de Suez a chuté de plus de moitié, atteignant 16 millions de tonnes contre 38 millions de tonnes auparavant.

Graphique 1.1. Volume de fret
(Variation en pourcentage, corrigée des variations saisonnières, entre février 2024, novembre 2023 et février 2023)



Sources : Portwatch ; calculs des services du FMI.

Note : Les données rendent compte du volume de fret.

Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

La réduction du volume de fret pèse sur les autres PE&PRI, dont les ports en mer Rouge pâtissent d'une baisse de débit (graphique 1.1). Ainsi, à la fin du mois de février, les exportations et les importations de Jordanie via le port d'Aqaba avaient reculé de près de moitié depuis le début des perturbations en novembre, bien que certains flux d'échanges aient été réorientés vers d'autres itinéraires commerciaux. En Arabie saoudite, l'activité du port de Djeddah a baissé après que les autorités ont dérivé une partie du fret vers le port de Damman situé dans le golfe Persique.

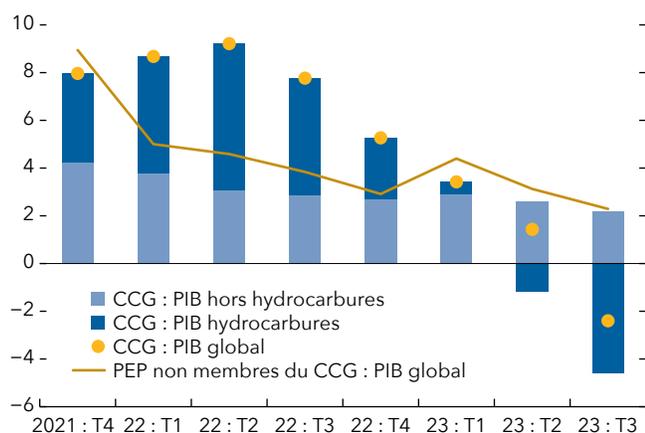
S'agissant d'autres pays de la région, en Tunisie, la croissance a ralenti pour atteindre 0,4 % en 2023 (contre 2,6 % en 2022) en raison d'un repli de la production agricole pour cause de sécheresse et de l'atonie de la demande intérieure. En revanche, le Maroc a dépassé les projections l'an dernier : la

² Sept pays et territoires de la région MOAN et Pakistan connaissaient un conflit au début de 2024, la Cisjordanie et Gaza, ainsi que l'Iraq, le Pakistan, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen (projet Armed Conflict Location & Event Data – ACLED – <https://acleddata.com>). Un pays est considéré en conflit si ACLED a recensé au moins 25 décès liés à des combats entre le 1^{er} janvier 2024 et le 8 mars 2024 (dernière mise à jour le 8 mars 2024).

³ Voir la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de janvier 2024 intitulée *Moyen-Orient et Afrique du Nord : le conflit amplifie les défis économiques*.

Graphique 1.2. Région MOAN : croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage, sur un an ; moyenne simple)

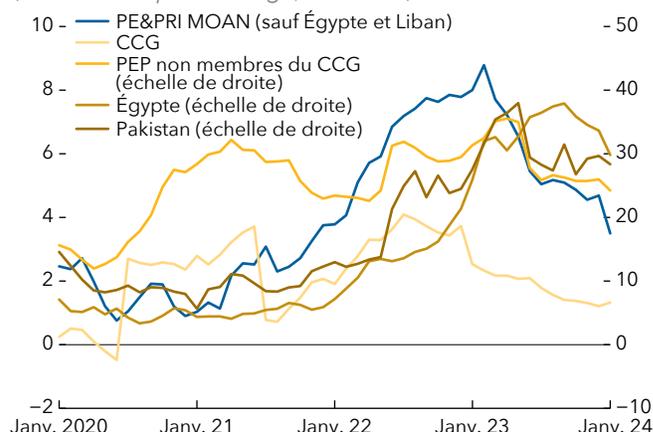


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEP = pays exportateurs de pétrole.

Graphique 1.3. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : inflation globale

(Variation en pourcentage, sur un an)



Sources : autorités nationales ; FMI, base de données sur l'indice des prix à la consommation ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

croissance est estimée à 3 % (soit 0,6 point de pourcentage de plus que les projections d'octobre), sous l'effet conjugué d'une demande intérieure vigoureuse, tirée par les fortes recettes touristiques malgré le séisme de septembre 2023, de la dissipation des effets de termes de l'échange défavorables et du rebond de la production agricole.

Les conflits pèsent également sur les conditions économiques de certains pays à faible revenu (PFR) (Soudan, Yémen). Le Soudan est aux prises avec une crise humanitaire de plus en plus grave et avec une forte dégradation de ses infrastructures, résultant d'un conflit qui a entraîné le déplacement de quelque 8,4 millions de personnes à la fois dans le pays et à l'étranger (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2024). Le PIB réel du Soudan s'est contracté d'environ 20 % en 2023 selon des estimations. Le Yémen a aussi enregistré un fléchissement de sa production l'an dernier et ne dispose toujours pas des financements suffisants pour importer les denrées alimentaires nécessaires aux besoins de base de sa population. Sur une note plus positive, Djibouti a affiché une croissance de 7 %, un taux supérieur aux projections, grâce au redressement du secteur de la construction et à une production d'or plus élevée qu'attendu.

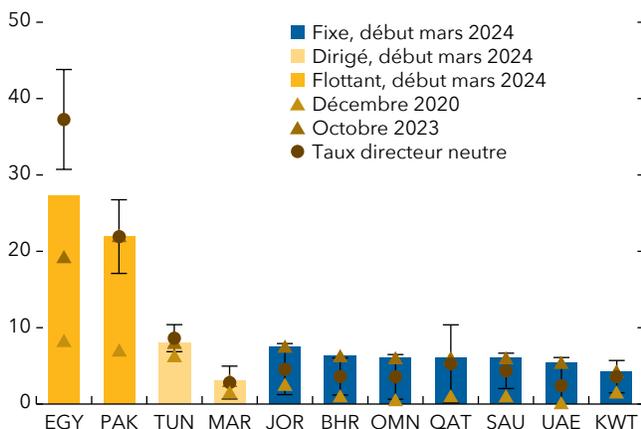
La réduction volontaire de la production de pétrole a été l'un des principaux déterminant de la croissance en 2023 dans les pays de la région MOAN producteurs de pétrole et de gaz. En particulier, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont vu la croissance du PIB pétrolier fortement ralentir après plusieurs vagues de baisses délibérées de la production par certains pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole plus (OPEP+). En conséquence, la croissance du PIB réel dans les pays du CCG a chuté (pour s'établir à 0,4 %), malgré une croissance du PIB hors hydrocarbures dynamique portée par les effets positifs durables des réformes visant à diversifier l'économie, la vitalité de la demande intérieure et les entrées brutes de capitaux. L'activité dans les pays exportateurs de pétrole n'appartenant pas au CCG est restée globalement stable, les différences entre les pays s'expliquant par la vigueur des exportations de pétrole (République islamique d'Iran, Libye) et la fragilité (Iraq) (graphique 1.2).

L'inflation prend une trajectoire descendante

Conformément aux tendances mondiales, l'inflation a commencé à diminuer en 2023 dans de nombreux pays de la région MOAN, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire opéré auparavant et de la baisse des prix des produits de base (graphique 1.3). De même, l'inflation globale et sous-jacente séquentielle mensuelle dans la plupart des pays exportateurs de pétrole et des PE&PRI a reflué et s'approche désormais de sa moyenne historique.

Graphique 1.4. Région MOAN et Pakistan : taux d'intérêt directeurs à début mars

(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : La fourchette indique un écart-type des taux directeurs neutres dérivés du modèle. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Cela étant, l'inflation demeure toujours élevée dans certains pays. Cette situation tient à des facteurs variés : importations de denrées alimentaires insuffisantes et politiques budgétaire et monétaire accommodantes en Algérie, pénuries de devises en Égypte, dépréciation du taux de change et orientation accommodante des politiques monétaire et budgétaire en République islamique d'Iran et ajustement nécessaire des prix des services d'utilité publique, effets des politiques monétaire et budgétaire accommodantes lors de l'exercice budgétaire 2023 et relèvement du tarif du gaz au Pakistan. Au Liban, l'inflation reste forte, mais la fin du financement monétaire, qui s'est traduit par un budget équilibré et un taux de change stable, a contribué à atténuer les tensions inflationnistes depuis le milieu de l'année 2023. Dans les PFR, le taux d'inflation est toujours très différent d'un pays à l'autre – il est particulièrement fort au Soudan – et la crainte d'insécurité alimentaire reste largement répandue.

Les cycles de resserrement monétaire sont globalement arrivés à leur terme et le rééquilibrage budgétaire se poursuit

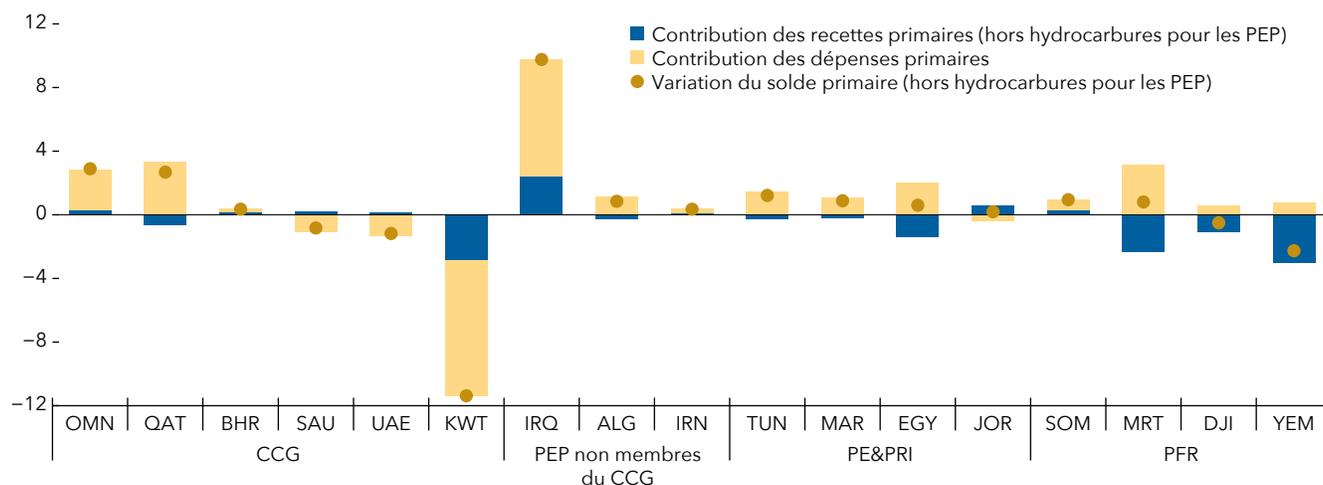
Dans un contexte de reflux de l'inflation, le resserrement monétaire s'est globalement arrêté. Seule l'Égypte a relevé son taux directeur de 800 points de base depuis octobre 2023. Cependant, malgré l'ample durcissement monétaire opéré pour faire reculer l'inflation, les estimations du taux d'intérêt neutre laissent penser qu'un nouveau tour de vis pourrait s'avérer nécessaire en Égypte et en Tunisie pour contenir l'inflation (graphique 1.4), bien que ces estimations soient assorties de fortes marges d'erreur⁴. Dans le même temps, dans les pays dont la monnaie est arrimée au dollar, les banques centrales ont conservé une orientation restrictive, à l'image de la Réserve fédérale, laquelle a maintenu son taux directeur inchangé depuis août 2023.

S'agissant de la politique budgétaire, les PE&PRI ont encore pâti de coûts d'emprunt élevés et les baisses de production du pétrole ont pesé sur les recettes de plusieurs pays exportateurs de pétrole en 2023. Les PE&PRI ont continué de comprimer leur solde budgétaire primaire dans un contexte marqué par un niveau de dette et des coûts d'emprunt importants. Pourtant les ratios d'endettement ont augmenté alors que les besoins de financement s'accroissent, y compris lorsque l'assainissement des dépenses était plus que compensé par une baisse conjoncturelle des recettes. Pour ce qui est des PFR, la Somalie a renforcé sa position budgétaire grâce à une mobilisation exceptionnelle des recettes portée par la hausse des droits de douane et les progrès de l'administration fiscale. En revanche, les résultats budgétaires ont été contrastés dans les pays du CCG. Les soldes primaires hors hydrocarbures, exprimés en proportion du PIB hors hydrocarbures, se sont améliorés à Bahreïn, à Oman et au Qatar alors qu'ils se sont détériorés en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït (graphique 1.5). Cependant, le solde budgétaire global de la plupart des pays du CCG s'est dégradé en 2023 sous l'effet conjugué de la contraction des recettes pétrolières après les baisses de production de pétrole et de la relative stabilité des prix du pétrole. Le solde budgétaire des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG s'est aussi fragilisé sur fond de repli des recettes pétrolières, mais le solde primaire hors hydrocarbures est devenu globalement plus favorable.

⁴ Pour plus de détails sur la méthode utilisée, voir les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* d'avril 2023.

Graphique 1.5. Variation des soldes primaires et des contributions (hors dons), 2022-23

(En pourcentage du PIB ; pourcentage hors pétrole pour les PEP)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Toutes les données se rapportent à l'année civile, sauf dans le cas des pays suivants, pour lesquels elles se rapportent à l'exercice budgétaire : Afghanistan (21 décembre/20 décembre de 2002 à 2020 et 21 mars/20 mars par la suite), République islamique d'Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

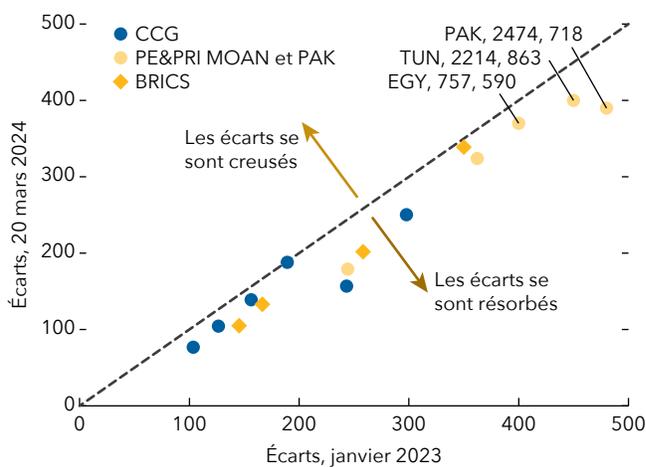
Des poches de vulnérabilité externes persistent

Malgré l'amélioration du solde des transactions courantes en 2023, les vulnérabilités externes restent élevées, surtout dans les PE&PRI et les PFR. Les déficits courants dans les PE&PRI de la région MOAN sont passés de 5,2 % du PIB en 2022 à 3,0 % en 2023, principalement sous l'effet de la compression des importations (du fait de la baisse des prix des produits de base et du ralentissement de la demande intérieure). Dans les PFR de la région MOAN, le déficit courant moyen s'est lui aussi réduit, s'établissant à 8,9 % du PIB en 2023 contre 11,9 % du PIB en 2022, grâce à un déficit plus faible en Mauritanie (imputable à la normalisation des importations de denrées alimentaires et des prix de l'énergie) et au Soudan (en raison de l'effondrement du commerce extérieur). Dans le même temps, la plupart des PE&PRI ont vu leurs marges de manœuvre extérieures (réserves) se renforcer en 2023, tirées par l'essor des recettes touristiques et par la diminution du déficit commercial à la faveur de termes de l'échange plus avantageux (Maroc, Tunisie). À l'inverse, les marges de manœuvre extérieures du Pakistan se sont amenuisées, essentiellement du fait du service de la dette en cours, dont fait partie le remboursement des euro-obligations.

Les écarts de rendement sur la dette souveraine des pays émergents du monde entier se sont resserrés l'an dernier et sont actuellement proches de leurs niveaux observés au début de 2023 pour la majorité des pays de la région MOAN (graphique 1.6). Ils restent cependant extrêmement élevés (plus de 1 000 points de base) dans le cas du Liban, du Pakistan et de la Tunisie. En parallèle, contrairement

Graphique 1.6. Écarts EMBIG (J.P. Morgan)

(En points de base)

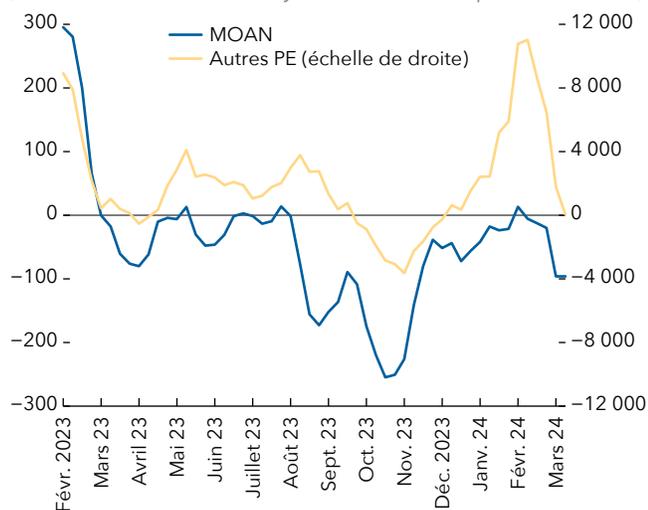


Source : Bloomberg Finance L.P.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). BRICS = Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; EMBIG = indice mondial des rendements des titres de dette des pays émergents ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

Graphique 1.7. Flux nets de portefeuille d'actions et de titres de dette

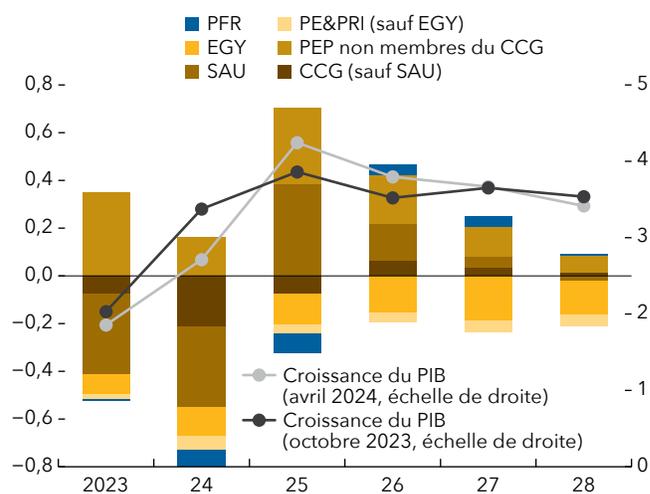
(En millions de dollars ; moyenne mobile sur quatre semaines)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE = pays émergents.

Graphique 1.8. Région MOAN : contributions aux révisions de la croissance du PIB

(Variation en pourcentage, sur un an ; points de pourcentage pour les révisions)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

à d'autres pays émergents, une large part des pays de la région MOAN enregistrent des sorties massives de capitaux depuis le début de 2023 (graphique 1.7). Les PE&PRI de la région n'ont pas émis d'euro-obligations depuis le premier semestre de 2023, à l'exception de la Jordanie, dont l'opération a été réalisée à un coût plus élevé que pour les pays du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis). Le recours constant au financement intérieur risque de resserrer encore un peu plus l'interdépendance entre État et banques locales, étant donné l'exposition déjà élevée des banques à la dette souveraine dans certains PE&PRI (en particulier en Égypte et au Pakistan).

Perspectives : une reprise inégale

Les perspectives de croissance du groupe région MOAN et Pakistan se caractérisent par une reprise inégale sur fond de conflits armés, de dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et de persistance de problèmes structurels (graphique 1.8).

La croissance à court terme devrait demeurer atone, n'enregistrant qu'une modeste augmentation pour atteindre 2,6 % en 2024 (contre 1,6 % en 2023), soit une révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage depuis l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*⁵. Cet ajustement tient principalement à l'adoption de nouvelles réductions de la production de pétrole (certains pays du CCG), à la contraction des recettes sous l'effet de la baisse des prix des hydrocarbures, ce qui devrait se traduire par une compression des dépenses budgétaires (exportateurs d'hydrocarbures), aux conséquences néfastes des conflits (Soudan, Cisjordanie et Gaza) et aux répercussions de ces derniers, à commencer par les perturbations en mer Rouge (Égypte) et à l'orientation toujours restrictive de la politique monétaire (pays du CCG).

La croissance en 2025 devrait accélérer pour s'établir à 4,1 % à mesure que certains des facteurs qui pèsent sur la croissance cette année s'estompent. Cela étant, à moyen terme, la croissance devrait rester inférieure à sa moyenne historique dans la plupart des pays, en raison de la persistance de problèmes structurels, comme les tensions sur

⁵ Il est supposé que le conflit à Gaza et en Israël – et les perturbations en mer Rouge qui en résultent – ne s'aggrave pas et commence à s'atténuer après le premier trimestre de 2024, son intensité diminuant progressivement au cours de l'année.

les financements dont pâtissent plusieurs pays, et du ralentissement actuel de la croissance du PIB hydrocarbures. En outre, l'existence de conflits dans la région, lesquels ont généralement des effets négatifs durables sur les plans social et économique (chapitre 2), assombrissent les perspectives de croissance dans certains pays. Dans le même temps, d'autres pays pourraient pâtir de la réorientation des échanges résultant de la transformation du paysage géopolitique et du degré élevé d'incertitude (chapitre 3). Dans ce contexte, les projections de croissance à moyen terme se sont graduellement dégradées au cours de la dernière décennie, les prévisions actuelles dessinant un tableau plus contrasté qu'auparavant en fonction des pays (graphique 1.9).

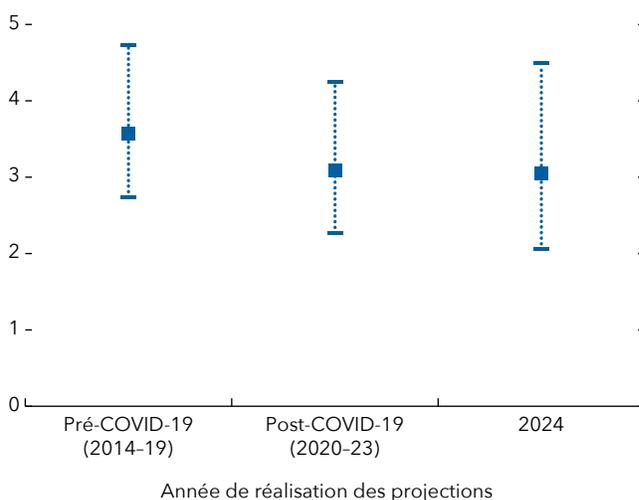
PE&PRI et Pakistan : le ralentissement de la croissance et l'augmentation des besoins de financement accentuent les vulnérabilités

La croissance dans les PE&PRI de la région MOAN devrait fléchir pour s'établir à 2,8 % cette année (contre 3,1 % en 2023), une révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage depuis octobre. En Égypte, jusqu'à la récente mise en œuvre des ajustements macroéconomiques nécessaires, l'activité était freinée par les pénuries de devises et elle devrait encore pâtir de la situation dans la mer Rouge jusqu'à la fin de l'année. Par conséquent, les projections de croissance ont été revues à la baisse de 0,6 point de pourcentage depuis octobre et s'élèvent désormais à 3,0 % en 2024⁶. En parallèle, la Jordanie devrait connaître une croissance stable soutenue par de bons paramètres fondamentaux. Après une contraction en 2023, la croissance au Pakistan devrait rebondir à 2,0 % en 2024, tirée par des effets de base toujours positifs dans l'agriculture et le textile. Quant au Maroc, ses projections de croissance ont été revues à la baisse de 0,5 point de pourcentage depuis octobre, passant à 3,1 %, principalement en raison du tassement de la demande intérieure.

À un horizon plus lointain, la croissance dans les PE&PRI du groupe MOAN et Pakistan devrait accélérer pour atteindre près de 4 % en 2025 à mesure que se dissipent les contraintes qui brident l'activité cette année (politiques restrictives et événements spécifiquement nationaux, comme les répercussions d'un conflit). Cela étant, le maintien d'une orientation macroéconomique restrictive pour réduire l'endettement et l'inflation dans certains pays, conjugué à la persistance de problèmes structurels, devrait peser sur l'économie à moyen terme, la croissance restant inférieure à sa moyenne historique dans la plupart des pays.

Du côté positif, l'inflation devrait poursuivre son reflux dans la plupart des PE&PRI. En particulier, les tensions sur les prix en Jordanie et au Maroc devraient rester faibles, l'inflation se stabilisant au-dessous de 3 % cette année et à moyen terme. L'inflation devrait progressivement reculer en Égypte à mesure que les pénuries de devises s'atténueront et que le resserrement monétaire fera sentir ses effets. Au cours de la période de projection, la Tunisie devrait rester confrontée à une inflation forte, mais inférieure à 10 %, dans un contexte marqué par des besoins de financement considérables, un recours accru au financement monétaire et la persistance de distorsions liées à l'action publique sur les marchés de produits.

Graphique 1.9. MOAN et Pakistan : projections de croissance à moyen terme et répartition entre les pays
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Projections de la croissance à cinq ans des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2024, réalisées entre 2014 et 2024 (actuelles). La fourchette représente l'écart entre le 75^e et le 25^e centile des projections des pays. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

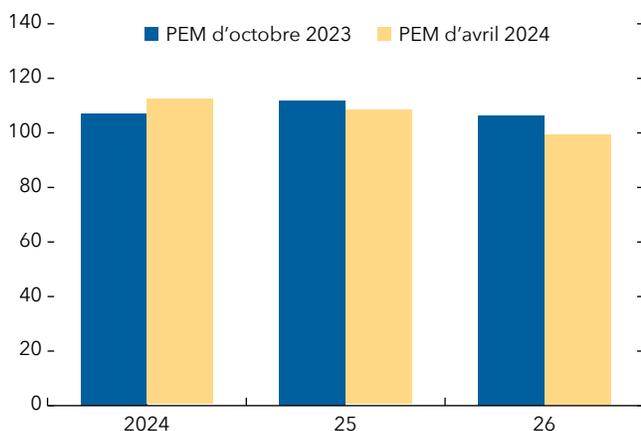
⁶ Les projections concernant l'Égypte portent sur l'exercice budgétaire (de juillet à juin).

Bien que le recul des prix du pétrole fasse baisser le coût des importations, la légère hausse de la demande intérieure (et donc des importations) cette année devrait entraîner une dégradation du solde des transactions courantes dans la plupart des PE&PRI et au Pakistan. Le déficit courant des PE&PRI de la région MOAN devrait se creuser et passer de 3,0 % du PIB en 2023 à 6,3 % en 2024, soit une augmentation de quelque 20 milliards de dollars. En outre, l'atonie des recettes d'exportation continue de peser sur les soldes extérieurs dans certains pays (Égypte).

Malgré les efforts déployés pour étoffer les marges de manœuvre budgétaires, les ratios de dette du secteur public devraient continuer de grimper cette année sur fond de montée des charges d'intérêts. Plus précisément, le solde budgétaire primaire devrait s'améliorer dans les PE&PRI au cours des prochaines années, à la faveur d'une rationalisation des dépenses (Jordanie, Maroc) et d'un renforcement de la mobilisation des recettes (Égypte, Jordanie). Toutefois, le déficit budgétaire global des PE&PRI devrait atteindre 8,2 % du PIB en 2024 (contre 5,4 % en 2023), sous l'effet d'une forte progression des charges d'intérêts. Par conséquent, les ratios dette du secteur public/PIB devraient demeurer élevés, s'établissant à plus de 90 % en 2024, avant de diminuer progressivement à moyen terme, tirés par des cessions d'actifs (Égypte), la poursuite de l'assainissement budgétaire (Égypte, Jordanie, Maroc) et des différentiels taux d'intérêt/taux de croissance favorables.

Graphique 1.10. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : besoins de financement bruts du secteur public

(En pourcentage des recettes budgétaires, moyenne simple)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Toutes les données se rapportent à l'année civile, à l'exception de l'Égypte et du Pakistan, pour lesquels elles se rapportent à l'exercice budgétaire (juillet à juin) : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

financier local. Cet accord permettra à l'Égypte d'obtenir 24 milliards de dollars de nouveaux financements pour développer la région de Ras el-Hikma et de convertir, en livre égyptienne, un dépôt émirati à la banque centrale égyptienne libellé en dollars d'une valeur de quelque 11 milliards de dollars afin de réaliser des investissements dans tout le pays.

PFR : un paysage contrasté

En 2024, l'activité devrait se contracter de 1,4 % dans les PFR de la région MOAN. Ce taux masque pendant de fortes disparités entre les pays. Les effets des conflits, en particulier au Soudan et, dans une moindre mesure, au Yémen, pèseront fortement sur la croissance moyenne cette année. Toutefois, la croissance devrait rebondir à 4,4 % en 2025,

Quant aux besoins de financement bruts du secteur public, ils resteront un défi majeur dans la plupart des PE&PRI et au Pakistan. Les besoins de financement bruts du secteur public en 2024 devraient augmenter pour atteindre 115 % des recettes budgétaires (261,3 milliards de dollars), un chiffre supérieur d'environ 5,6 points de pourcentage aux projections du FMI établies en octobre (graphique 1.10). Si, dans d'autres régions du monde, certains pays situés à la frontière sont parvenus à faire appel aux marchés internationaux, les pays très endettés de la région MOAN semblent toujours pâtir d'un accès limité au financement international à court terme et plusieurs d'entre eux mobiliseront probablement les banques locales pour couvrir l'essentiel de leurs importants besoins de financement, avec pour effet de resserrer encore les liens entre l'État et les banques locales et de restreindre le crédit au secteur privé. Cependant, l'accord d'investissement d'un montant de 35 milliards de dollars signé par l'Abu Dhabi Development Holding Company, un fonds souverain émirati, et l'Égypte devrait atténuer les tensions financières à court terme dans le pays et réduire la dépendance de l'État vis-à-vis du système

sous réserve d'une stabilisation de la crise au Soudan⁷ et d'un redémarrage de l'activité au Yémen. Djibouti⁸ devrait conserver une croissance vigoureuse en 2024, soutenue par la vitalité des activités portuaires et de la construction après l'accord de paix conclu en Éthiopie. De même, les perspectives de croissance en Mauritanie demeurent positives, portées par l'essor continu du secteur extractif grâce à des projets de grande échelle. Cependant, tous les PFR resteront aux prises avec des difficultés majeures à moyen terme sur fond de déficits extérieurs et budgétaires chroniques.

Pays exportateurs de pétrole : l'activité hors hydrocarbures reste soutenue

Dans les pays du CCG, l'activité hors hydrocarbures devrait rester le principal moteur de la croissance au cours des prochaines années. Les réductions délibérées de la production de pétrole, en particulier celles décidées par l'Arabie saoudite, devraient constituer un frein temporaire à la croissance cette année encore. Par conséquent, les projections de croissance des membres du CCG ont été révisées à la baisse de 1,3 point de pourcentage depuis octobre et s'élèvent désormais à 2,4 % pour 2024. Cela étant, les ambitieux programmes de diversification de l'économie adoptés dans les pays du CCG devraient diminuer la dépendance de ces derniers vis-à-vis d'une production d'hydrocarbures relativement volatile et favoriser la stabilité, faisant de l'activité hors hydrocarbures le premier déterminant de la croissance à l'avenir (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman). Ainsi, les pays du CCG devraient voir leur croissance accélérer pour atteindre 4,9 % en 2025 (sur fond de rebond de la production d'hydrocarbures) avant de s'établir autour de 3,5 % à moyen terme (graphique 1.11).

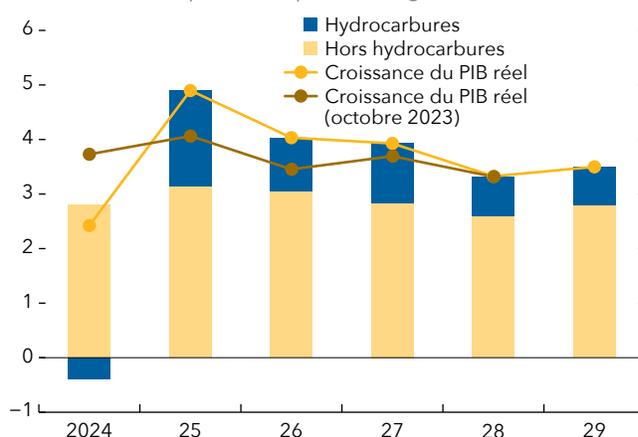
Quant aux pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, leurs projections de croissance ont été portées à 3,3 % en 2024, soit un relèvement de 0,3 point de pourcentage depuis octobre. Cet ajustement tient essentiellement à une production de pétrole supérieure aux prévisions en République islamique d'Iran et en Libye et à une augmentation des dépenses publiques en Algérie. Relativement stable en 2024-25, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole qui n'appartiennent pas au CCG devrait progressivement ralentir à 2,3 % à moyen terme, principalement en raison du fléchissement de la croissance hydrocarbures sous l'effet de contraintes de capacité (Libye, République islamique d'Iran).

L'inflation devrait continuer de reculer en 2024 et en 2025 dans tous les pays exportateurs de pétrole. Elle devrait, toutefois, rester élevée dans certains pays du fait de la vigueur de la demande intérieure, portée par des politiques expansionnistes dans un contexte marqué par la vitalité des recettes pétrolières (République islamique d'Iran) et la cherté des produits alimentaires (Algérie). Dans l'ensemble, l'inflation devrait refluer à 10,7 % en 2024, puis décélérer progressivement pour atteindre 7,5 % à moyen terme.

L'excédent budgétaire global devrait diminuer dans les pays du CCG qui s'appuient sur les finances publiques pour diversifier leur économie (Émirats arabes unis, Koweït, Qatar), en raison de la baisse des prix des hydrocarbures. Cela

Graphique 1.11. CCG : contributions à la croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage, sur un an ; contributions en points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du golfe.

⁷ Les projections pour le Soudan reposent sur l'hypothèse d'une fin de la guerre au milieu de 2024 et de la reprise du dialogue avec la communauté internationale.

⁸ Djibouti est relativement à l'abri des perturbations en mer Rouge dans la mesure où son port principal est situé au sud du détroit de Bab el-Mandeb.

étant, certains pays exportateurs d'hydrocarbures devraient en principe poursuivre leur assainissement budgétaire, réduire leur exposition aux hydrocarbures et promouvoir la diversification de l'économie (Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Qatar). Après 2024, le déficit budgétaire hors hydrocarbures, exprimé en pourcentage du PIB hors hydrocarbures, devrait s'améliorer dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN. En parallèle, le tassement de la production de pétrole et des prix des hydrocarbures devrait entraîner une dégradation durable des positions extérieures à moyen terme.

1.3. Région CAC : la résilience se confirme

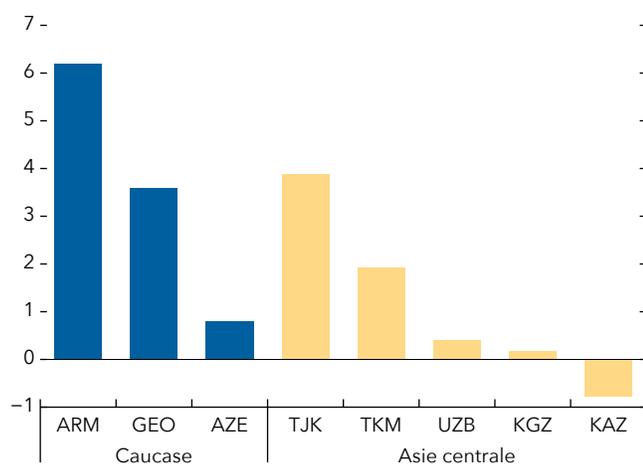
La croissance dans les pays de la région CAC devrait rester dynamique et ne décélérer que légèrement à moyen terme, à mesure que les retombées de l'évolution des flux commerciaux, financiers et touristiques liées à la guerre en Ukraine se dissipent. Les tensions sur les prix se sont atténuées dans plusieurs pays, ce qui a permis aux banques centrales d'assouplir leur politique.

Dernières évolutions : la croissance ralentit, mais demeure vigoureuse

En 2023, la croissance des pays de la région CAC s'est une fois de plus avérée supérieure aux attentes, la région confirmant sa résilience face à la guerre en Ukraine. Le taux de croissance a ainsi atteint 4,9 %, un chiffre qui dépasse même les projections établies avant le conflit (graphique 1.12). L'Arménie, la Géorgie et le Tadjikistan affichent des résultats particulièrement bons. Plusieurs pays ont continué de bénéficier d'un accroissement des arrivées de migrants (Arménie, Géorgie), des échanges commerciaux (Géorgie, République kirghize), de l'activité touristique (Arménie) et d'envois de fonds depuis la Russie (Tadjikistan). Cette situation, conjuguée à une intensification des flux financiers et à la vigueur de la demande intérieure, a favorisé l'essor du crédit, tout particulièrement le crédit aux ménages (graphique 1.13), même si son niveau de départ était bas.

Graphique 1.12. CAC : révisions de la croissance depuis le début de la guerre en Ukraine

(En points de pourcentage, moyenne 2022-23, comparaison valeurs actuelles par rapport au PER d'octobre 2021)

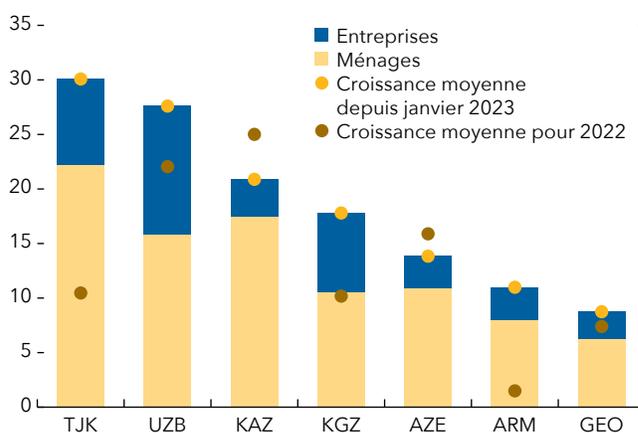


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre la différence entre les projections des taux de croissance du PIB réel publiées dans l'édition d'octobre 2021 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (PER) et les chiffres effectifs publiés dans l'édition d'avril 2024. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

Graphique 1.13. CAC : croissance du crédit et contributions du secteur privé

(Points de pourcentage, croissance mensuelle sur un an, moyennes simples)



Sources : base de données de statistiques monétaires et financières du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

La croissance a cependant été inégale dans la région et certains pays ont enregistré une activité moins dynamique. Ainsi, la contraction de 3 % du secteur des hydrocarbures a freiné la croissance en Azerbaïdjan alors que l'atonie de l'investissement et de la consommation a contribué à un net fléchissement de la croissance au Turkménistan.

L'inflation a continué de reculer conformément aux tendances mondiales, mais à des rythmes différents selon les pays, en raison des conditions économiques à l'échelle nationale, de cadres stratégiques et de facteurs extérieurs. Elle a chuté en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan, en République kirghize et au Turkménistan dans un contexte de dépréciation du taux de change (Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Turkménistan), de resserrement antérieur de la politique monétaire et de net recul des prix des produits de base (graphique 1.14). Elle reste cependant supérieure à l'objectif fixé par la banque centrale au Kazakhstan et en Ouzbékistan en raison de la vigueur de la demande intérieure et de la persistance d'anticipations d'inflation élevées (Kazakhstan, Ouzbékistan) ou de réformes des prix de l'énergie (Kazakhstan).

Le repli de l'inflation dans la majorité des pays du CAC a permis aux banques centrales de commencer leur assouplissement plus tôt que dans beaucoup de pays avancés ou de le poursuivre. En particulier, seule la banque centrale de la République kirghize a maintenu son taux directeur durant toute l'année 2023.

Malgré les entrées de fonds, les soldes budgétaires se sont dégradés dans plusieurs pays de la région CAC. En moyenne, ils se sont détériorés de -1,3 % du PIB en 2023 (après avoir enregistré un surplus de 0,5 % en 2022). Cette évolution s'explique en grande partie par un tassement des recettes pétrolières et gazières dans les pays exportateurs de pétrole et une relance budgétaire en Ouzbékistan (hausses de salaire dans le secteur public, dépenses sociales et subventions à l'énergie). Cela étant, les ratios d'endettement du secteur public sont restés globalement stables en 2023 dans la région CAC : ils étaient en moyenne inférieurs à 20 % du PIB dans les pays exportateurs de pétrole et de gaz et avoisinaient en moyenne 40 % du PIB dans les pays importateurs de ces produits, soit des niveaux nettement plus faibles que ceux observés dans les PE&PRI de la région MOAN.

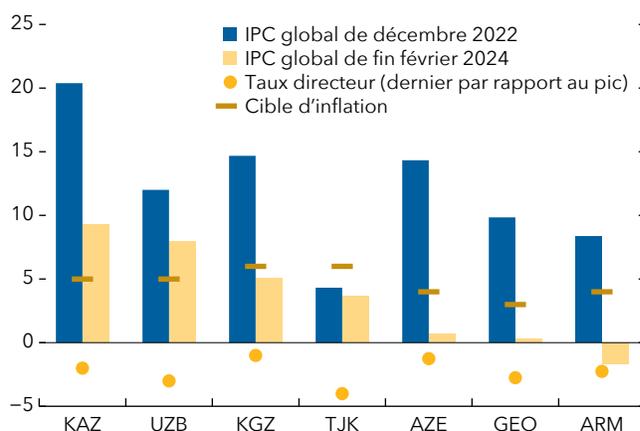
De même, le solde des transactions courantes s'est détérioré dans la plupart des pays de la région CAC (Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan) en 2023, principalement du fait de la baisse des prix du pétrole, de la vitalité de la demande intérieure et de la normalisation partielle des envois de fonds. Pourtant, les pays exportateurs de pétrole ont accru leurs réserves de change, malgré la volatilité des prix des produits de base. Dans le cas du Kazakhstan, ce résultat tient essentiellement à un effet de valorisation.

Perspectives de la région CAC : une croissance stable sur fond de normalisation des flux entrants

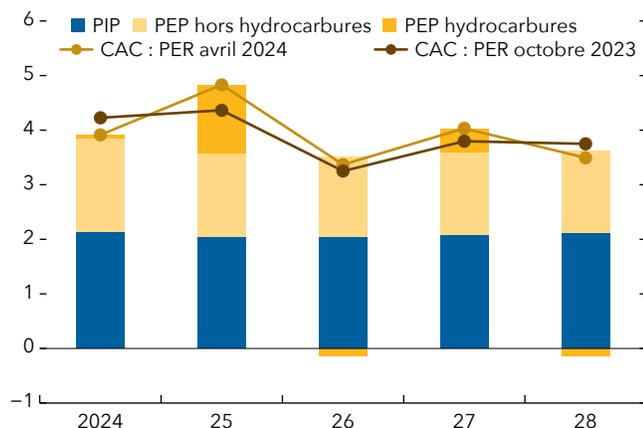
Très vigoureuse en 2023, la croissance de la région CAC devrait ralentir à 3,9 % cette année avant d'accélérer à 4,8 % en 2025 (soit une révision respectivement à la baisse de 0,3 point de pourcentage et à la hausse de 0,4 point de pourcentage depuis octobre). Ces ajustements s'expliquent principalement par les dernières évolutions au Kazakhstan, où l'accroissement de la production du champ pétrolier de Tengiz a été repoussé à 2025. En conséquence, la croissance du Kazakhstan devrait fléchir pour s'établir à 3,1 % en 2024, avant d'augmenter nettement, mais de façon temporaire, à 5,6 % en 2025. Dans le même temps, la croissance hors hydrocarbures des pays

Graphique 1.14. CAC : inflation globale et variation du taux directeur

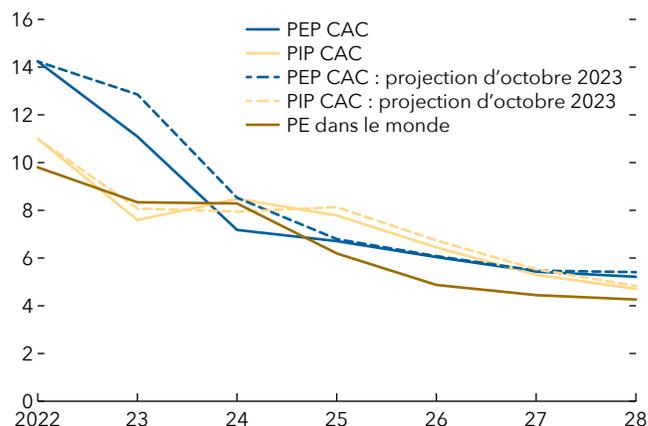
(Variation en pourcentage, sur un an)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; IPC = indice des prix à la consommation.

Graphique 1.15. CAC : croissance et contributions*(Variation en pourcentage, sur un an ; points de pourcentage pour les contributions)*

Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.
 Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole ; PER = *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

Graphique 1.16. CAC : inflation globale*(Variation en pourcentage, sur un an)*

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; PE = pays émergents ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole.

exportateurs de pétrole devrait rester dynamique (à 3,6 %) en 2024. S'agissant des pays importateurs de pétrole, la croissance devrait passer de 6,5 % en 2023 à 5,4 % en 2024, reculant dans tous les pays durant cette période sauf en République kirghize.

À moyen terme, la croissance devrait se modérer à mesure que les retombées liées à la guerre en Ukraine (telles que les flux commerciaux et financiers) s'amenuisent progressivement (graphique 1.15). Cependant, la vigueur de la croissance devrait varier sensiblement selon que les pays importent ou exportent du pétrole. Ainsi, les pays importateurs de pétrole devraient conserver une croissance soutenue à moyen terme avoisinant 5 %, mais les fluctuations de l'activité du secteur des hydrocarbures au Kazakhstan devraient continuer d'influer sur la croissance globale des pays exportateurs de pétrole (graphique 1.16). En outre, les récentes évolutions de la structure des échanges résultant de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie pourraient continuer de profiter à certains pays (chapitre 3).

Dans le même temps, l'inflation devrait refluer un peu plus et atteindre 7,2 % en 2024 dans les pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région CAC, principalement en raison de l'évolution de la situation en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. En revanche, dans les pays importateurs de pétrole, l'inflation moyenne devrait se hisser à 8,5 % (contre 7,6 % en 2023, malgré un net ralentissement en République kirghize), ce qui s'explique par des effets de base découlant de la stabilisation des prix des matières premières après leur forte baisse en 2023. À moyen terme, l'inflation dans la région devrait se normaliser progressivement, comme dans les pays émergents du reste du monde (graphique 1.16).

La dette du secteur public devrait rester à un niveau soutenable. Plus précisément, la relative faiblesse de la dette et des charges d'intérêts combinée à une croissance du PIB nominal vigoureuse et stable devrait permettre à la plupart des pays de conserver un taux d'endettement globalement inchangé, voire de le réduire à moyen terme. Cela étant, l'augmentation attendue de 10 points de pourcentage du ratio de la dette du Kazakhstan au cours de la période considérée (les autorités comptant apporter de nouveaux actifs au fonds souverain) devrait faire passer le ratio global dette publique/PIB de la région d'environ 25 points de PIB en 2024 à un peu moins de 30 % en 2029⁹.

⁹ L'alourdissement de la dette publique brute du Kazakhstan serait en partie compensé par l'accumulation d'actifs dans le fonds souverain kazakh (National Fund of the Republic of Kazakhstan).

1.4. Facteurs influant sur les perspectives de la région MOAC

Les risques qui entourent les perspectives restent orientés à la baisse et l'incertitude s'est fortement accrue depuis octobre 2023, plus encore dans la région MOAN. Le conflit à Gaza et en Israël reste circonscrit sur le plan géographique, mais il demeure très difficile de prédire combien de temps il durera et s'il s'étendra. Les perturbations en mer Rouge mettent en évidence le degré élevé d'imprévisibilité des répercussions de ce conflit. D'autres risques pèsent sur ces perspectives, comme la persistance de l'inflation et des tensions financières, les effets déstabilisants de l'assainissement budgétaire et du surendettement, l'aggravation possible des conditions géoéconomiques, un brusque ralentissement de l'activité mondiale (dont un vacillement de la reprise chinoise) et de nouveaux chocs climatiques.

Plusieurs risques mondiaux pourraient avoir des répercussions sur les pays de la région MOAC. Une hausse du coût des emprunts souverains aurait un effet négatif sur les pays qui présentent des besoins de financement et une dette élevée, en particulier les PE&PRI de la région MOAN. Un brusque ralentissement de l'activité mondiale, lequel pourrait s'amorcer en Chine et en Europe, freinerait les échanges, avec de possibles conséquences préjudiciables pour les pays de la région MOAC. En outre, un tel ralentissement ferait baisser la demande d'énergie, ce qui assombrirait les perspectives des pays exportateurs de pétrole. Enfin, la vulnérabilité de la région MOAC face aux phénomènes liés au climat expose les pays à des chocs récurrents. À l'inverse, une croissance mondiale supérieure aux prévisions favoriserait les échanges dans la région tandis qu'une inflexion plus rapide qu'attendu de la trajectoire des taux d'intérêt dans les grands pays avancés desserrerait les pressions budgétaires et permettrait une meilleure dynamique de la dette.

Des risques propres à la région MOAC pourraient également se concrétiser.

- Le conflit à Gaza et en Israël est un facteur important susceptible de détériorer les perspectives dans la région MOAN, notamment en cas d'escalade ou d'enlisement du conflit et de nouvelles perturbations du commerce et du transport maritime. Si le conflit devait s'étendre, les pays voisins pourraient pâtir d'un recul du tourisme, d'une désorganisation durable des échanges et d'un afflux de réfugiés. En outre, si les perturbations en mer Rouge devaient persister, la baisse du volume des échanges et la hausse des prix du transport maritime s'accroîtraient, ce qui aurait une incidence particulièrement forte en Égypte, où les recettes provenant du canal de Suez continueraient de chuter.
- S'agissant des pays du CAC, les principaux risques à la baisse sont de nature géopolitique et géoéconomique. Un ralentissement de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la région pourrait faire diminuer les envois de fonds et les échanges. En outre, la situation géoéconomique liée à la guerre que mène la Russie en Ukraine pourrait s'aggraver, ce qui pourrait avoir différentes retombées dans la région, notamment du fait de la reconfiguration des échanges qui en résulterait.
- Dans l'ensemble de la région, les pays qui font appel à la banque centrale pour financer leur déficit budgétaire (Iraq et Tunisie) pourraient enregistrer un regain d'inflation.
- Dans tous les pays, des progrès insuffisants dans la mise en œuvre de réformes structurelles (par exemple celles concernant les entreprises publiques, la gouvernance, la privatisation, les subventions à l'énergie et les restrictions commerciales) visant à surmonter les déficiences structurelles qui existent depuis longtemps (comme un chômage élevé, une faible croissance de la productivité, la place importante de l'État dans l'économie, une forte dépendance vis-à-vis des produits de base) pourraient compromettre les perspectives de croissance à moyen terme.

1.5. Concilier différentes priorités en période d'incertitude

Dans un contexte marqué par de multiples défis et une incertitude accrue, en particulier dans la région MOAN et au Pakistan, le dosage adéquat des politiques dépendra des conditions propres à chaque pays. Dans les pays touchés par un conflit, il sera essentiel d'adopter une gestion de crise prudente et des mesures préventives pour compenser les conséquences du conflit. Dans les pays du CAC, l'action publique devra mobiliser les récents gains budgétaires exceptionnels liés aux flux commerciaux et financiers pour stimuler la croissance à moyen et à long terme.

Politiques monétaire et budgétaire : maintenir l'accent sur la stabilité des prix

La stabilité des prix devrait rester au centre de la politique monétaire dans tous les pays de la région MOAC. Alors que l'inflation reflue et que les risques s'accroissent, les décideurs doivent faire clairement connaître leurs objectifs afin de favoriser la stabilité. De ce fait, les pays devraient continuer à la fois de renforcer leur cadre de politique monétaire et la transparence de leurs opérations monétaires et de garantir l'indépendance de la banque centrale, laquelle est un facteur déterminant de l'efficacité de la politique monétaire (édition d'avril 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

- Lorsque les tensions inflationnistes persistent, les autorités monétaires devraient conserver une orientation restrictive et suivre une approche fondée sur les données (Égypte, Kazakhstan, Ouzbékistan, Pakistan, Tunisie) tout en surveillant étroitement les risques d'inflexion de la trajectoire d'inflation.
- Lorsque l'inflation se situe au niveau de sa cible ou en deçà, comme dans certains pays de la région CAC, il conviendrait d'envisager un assouplissement progressif de la politique monétaire. Si l'inflation reflue plus vite que prévu, les pays devraient suivre attentivement les éventuelles évolutions et se tenir prêts à desserrer leur politique plus tôt si les conditions le permettent.

Dans les pays qui présentent une coordination insuffisante entre les politiques monétaire et budgétaire ou une dominance budgétaire, les décideurs devront remédier aux déséquilibres budgétaires afin que la politique monétaire puisse devenir un instrument efficace pour stabiliser l'inflation et, plus généralement, que la banque centrale conserve son indépendance et préserve son bilan. Des réformes complémentaires visant à approfondir le secteur financier pourraient améliorer les conditions de liquidité et contribueraient à stimuler l'investissement et la croissance. Dans ces conditions, tous les pays de la région MOAC peuvent intensifier leurs efforts en vue de favoriser l'essor et la diversification de la base d'investisseurs et améliorer la gestion des banques publiques (édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). De plus, à court terme, la croissance vigoureuse du crédit dans de nombreux pays de la région CAC mérite un suivi rigoureux, même si les indicateurs de solidité financière du secteur bancaire demeurent confortables, notamment parce que beaucoup de pays n'ont pas activé leurs marges de manœuvre macroprudentielles.

Politique budgétaire : une approche sur mesure pour assurer la viabilité

Dans la région MOAC, la latitude dont disposent les autorités budgétaires varie fortement d'un pays à l'autre, c'est pourquoi la politique budgétaire doit y être définie en fonction des besoins à l'échelle nationale. Tous les pays gagneraient à améliorer leur gestion des risques budgétaires, notamment en mettant en place ou en renforçant leur cadre budgétaire à moyen terme afin d'accroître la transparence et la crédibilité. Dans le même temps, il demeure essentiel de préserver les dispositifs de protection sociale et les dépenses sociales et de s'assurer qu'ils sont correctement ciblés de façon à bénéficier aux pauvres et aux plus vulnérables.

- Les PE&PRI de la région MOAN devront consolider leurs positions budgétaires pour parvenir à réduire fortement la dette. Compte tenu du niveau élevé des ratios d'endettement et des besoins de financement, les pays devraient continuer à renforcer leurs finances publiques, en particulier en contenant les dépenses courantes consacrées aux salaires et aux subventions et en mobilisant des recettes supplémentaires ainsi qu'en rationalisant les exonérations fiscales.
- Les pays de la région CAC devraient conserver une orientation budgétaire prudente afin de préserver leurs marges de manœuvre et d'atténuer les vulnérabilités. Des réformes structurelles budgétaires (comme l'amélioration de la transparence du budget et l'adoption ou le renforcement d'un cadre budgétaire à moyen terme reposant sur des règles) peuvent y contribuer et faciliter l'accès des pays au financement extérieur.
- Dans le même temps, compte tenu de la baisse des prix et de la production de pétrole, les pays exportateurs de produits de base devraient conserver leurs marges de manœuvre budgétaires pour favoriser la résilience tout en assurant l'équité intergénérationnelle et la viabilité des finances publiques. L'investissement public devrait être axé sur le développement des secteurs hors hydrocarbures et la diversification des recettes et avoir pour but de répondre aux enjeux liés au climat. Dans ce contexte, les décideurs devraient sérieusement envisager la possibilité d'éliminer les éventuelles subventions à l'énergie.

- Le renforcement des cadres budgétaires à moyen terme étayera les efforts de tous les pays qui cherchent à démontrer leur capacité à respecter une discipline budgétaire rigoureuse. Les autorités devraient réfléchir aux moyens d'atténuer les risques budgétaires posés par les entreprises publiques. Pour les pays qui présentent un niveau d'endettement élevé, il faudra appliquer des politiques de gestion active de la dette et de gestion préventive des actifs et des passifs afin de réduire les charges d'intérêts qui sont de plus en plus lourdes. Une meilleure mobilisation des recettes intérieures permettrait d'améliorer un peu plus les soldes budgétaires.

Politiques structurelles : maintenir la dynamique pour renforcer la résilience

Les réformes structurelles sont essentielles pour rehausser les perspectives de croissance à long terme et peuvent également favoriser l'activité économique à court terme, surtout lorsque les politiques macroéconomiques doivent rester restrictives.

- Améliorer la gouvernance, notamment celle de la banque centrale en préservant son indépendance, pourrait être particulièrement bénéfique dans de nombreux pays de la région MOAC et s'avérer déterminant dans la constitution d'un environnement économique propice à l'investissement privé. Renforcer l'efficacité des pouvoirs publics et l'état de droit peut être très efficace (édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). De plus, des institutions solides ne permettent pas seulement d'accroître la confiance des investisseurs, mais aussi de gagner en résilience face aux répercussions des conflits (chapitre 2). Par conséquent, il sera impératif de mettre en œuvre des réformes structurelles visant à améliorer la qualité des institutions.
- Dans un contexte d'incertitude géoéconomique, les pays de la région MOAC doivent intensifier les réformes pour réduire les obstacles aux échanges qui existent depuis longtemps et qui s'accroissent, diversifier les produits et les marchés et saisir les opportunités offertes par les nouveaux corridors commerciaux. Moderniser les infrastructures et l'environnement réglementaire ainsi qu'accroître la participation aux chaînes de valeur mondiales favoriseraient la réalisation de ces objectifs (chapitre 3).
- Pour entretenir cette dynamique et tirer parti des retombées liées à la guerre en Ukraine, les pays de la région CAC peuvent accélérer la mise en œuvre de leur programme de réformes structurelles de façon à stimuler la croissance tant à moyen terme qu'à long terme.
- Dans les PFR et les États fragiles de la région MOAN, la priorité reste l'amélioration de la sécurité alimentaire, alors que sécheresses et autres chocs liés à des phénomènes climatiques s'enchaînent. Il sera déterminant de lutter contre les effets du changement climatique. De plus, le soutien de la communauté internationale est essentiel pour répondre aux besoins sociaux les plus urgents et atténuer les crises humanitaires en cours. La fin des conflits actuels reste une condition préalable indispensable à l'amélioration des niveaux de vie et de la croissance.

Le FMI élargit son soutien

L'engagement du FMI aux côtés des pays de la région est indéfectible. Le FMI se tient prêt à apporter des conseils de politique économique, une assistance technique et des financements aux pays de la région MOAC afin d'amortir les chocs et de faciliter les ajustements nécessaires. Il a ainsi fourni plus de 40 milliards de dollars de financements aux pays de la région depuis le début de 2020, dont plus de 16 milliards de dollars à sept pays depuis le début de 2023. Ces fonds ont été octroyés dans le cadre de différents accords conclus notamment au titre du mécanisme élargi de crédit avec la Jordanie ; de la facilité pour la résilience et la durabilité avec la Mauritanie (pour répondre aux enjeux liés au climat) ; de la facilité élargie de crédit avec la Somalie, après qu'elle a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés ; et à l'issue de l'approbation par le conseil d'administration de la première et de la deuxième revue du programme appuyé par le mécanisme élargi de crédit pour l'Égypte, qui porte le soutien du FMI de 3 milliards de dollars à 8 milliards de dollars. Le FMI a également continué d'aider ses membres par la mise en œuvre de quelque 350 projets d'assistance technique et de développement des capacités dans 30 pays. En outre, le FMI reste présent sur le terrain grâce à ses bureaux de représentants résidents ; au Centre d'assistance technique au Moyen-Orient ; au Centre régional de développement des capacités pour l'Asie centrale, le Caucase et la Mongolie ; et à son nouveau bureau régional à Riyad en Arabie saoudite – lesquels renforcent les relations et le partenariat du Fonds avec les pays membres de la région MOAC.

Bibliographie

- UN Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2024. "Red Sea, Black Sea and Panama Canal: UNCTAD Raises Alarm on Global Trade Disruptions." January 26. <https://unctad.org/news/red-sea-black-sea-and-panama-canal-unctad-raises-alarm-global-trade-disruptions>.
- UN High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2024. "Sudan Situation: UNHCR External Update #52 - 13 March 2024." March 15. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/107294>.
- UN Office for the Coordinated Humanitarian Affairs (UNOCHA). 2024. "Hostilities in the Gaza Strip and Israel Flash Update #136." March 11. [https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-136#:~:text=Since%207%20October%202023%2C%20OCHA,to%20property%20\(71%20incidents\)](https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-136#:~:text=Since%207%20October%202023%2C%20OCHA,to%20property%20(71%20incidents)).